

L'Europe mesure ses divisions

RÉUNIS POUR SON SOMMET DE PRINTEMPS, LES DIRIGEANTS DE L'UNION EUROPÉENNE ONT CHOISI DE NE PAS CREUSER LE FOSSÉ QUI LES SÉPARE. ILS ONT OPTÉ POUR UNE LIGNE SIMPLE : OUBLIER LE GÂCHIS DIPLOMATIQUE ET TENTER DE DÉGAGER UN CONSENSUS

BRUXELLES

de notre bureau européen

Un très mauvais moment pour la politique étrangère et de sécurité commune [PESC] de l'Union, un très mauvais moment pour l'Union européenne dans son ensemble, un très mauvais moment pour l'autorité des Nations unies, pour l'OTAN et pour les relations transatlantiques : ce constat amer de Chris Patten, commissaire européen chargé des relations extérieures, l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze, qui étaient réunis jeudi et vendredi à Bruxelles, l'ont fait, avec plus ou moins de discrétion. Aucun d'entre eux n'a souhaité en tirer de conclusions immédiates, et chacun avait sa propre idée quant aux responsabilités d'un tel gâchis diplomatique.

Faire les gros dos, digérer la crise, colmater les brèches et repartir comme avant, répéter à l'en- vi que l'Union est passée par d'autres moments difficiles au cours de son histoire ? Ou bien se livrer à une explication, un grand déballeage entre Européens, pour déterminer enfin ce que doit être l'ambition de l'Europe, bref mener une opération-vérité, à partir de laquelle on pourra réexaminer les relations transatlantiques ? Telle était l'alternative.

Au lendemain du Conseil européen de printemps, il est aisé de voir que les Quinze ont choisi la solution la moins ambitieuse, c'est-à-dire la préservation du consensus existant, fût-il réduit à sa plus simple expression.

« Il est temps de tirer les leçons de cette crise », avait souhaité Romano Prodi, le président de la Commission européenne ; « il faut tirer les leçons sur notre manière de travailler ensemble », avait renchéri Pat Cox, le président du Parlement européen ; « tirer les leçons à la hauteur de cette crise », avait insisté Michel Barnier, commissaire européen chargé de la réforme des institutions. Ce message, longuement décliné, n'a pas été entendu.

Chacun y est allé de sa « profonde tristesse », a souhaité que la guerre « se termine rapidement » pour épargner les « souffrances humaines », mais, au bout du compte, alors que les bombes continuent de tomber sur Bagdad, ce

qui a prévalu, c'est un « énorme sentiment de frustration » décrit par Ana Palacio, ministre espagnole des affaires étrangères. Frustration à cause de l'échec d'une solution pacifique, frustration devant l'incapacité collective des Européens.

La crise irakienne, et le gel dans les relations euro-atlantiques, a créé une sorte de stupeur paralysante parmi les Quinze, et personne ne connaît à ce stade d'antidote. Confusément, chacun mesure que les graves divergences entre Européens s'agissant de la méthode utilisée pour désarmer Saddam Hussein n'ont été que le révélateur d'un fossé plus profond mais

Il est aisé de voir que les Quinze ont choisi la solution la moins ambitieuse

jusque-là caché au sein de la « communauté euro-atlantique », et peut-être aussi d'une vision des relations internationales fondamentalement différente : entre des Européens qui croient au primat du droit, et des Américains qui font d'abord confiance à l'usage de la force.

Il y a en Europe, y compris chez ceux, comme la Grande-Bretagne et l'Espagne, qui soutiennent la « guerre américaine » en Irak, une inquiétude diffuse : cette guerre semble parfois être moins une opération de police pour anéantir un tyran accusé de posséder des armes de destruction massive qu'une guerre punitive de Washington destinée à occuper et prendre le contrôle d'un pays, avec des préoccupations dont on peut penser qu'elles ne sont pas toutes altruistes. L'Europe, en somme, redoute les velléités civilisatrices du Pentagone.

Car dans les faits, l'Irak va devenir, au cours des deux prochaines années, un protectorat américain, et une partie au moins de l'administration américaine ne cache pas son ambition d'en faire un creuset de démocratie, qui pourra

faire tache d'huile dans les pays de la région. Les Européens, et cette fois probablement tous les Européens, ne sont pas d'accord avec ce plan et cette « vision ». C'est pour cela que nombre d'entre eux ont déjà manifesté leurs profondes réticences à « payer la facture » des destructions occasionnées par les bombardements américains, du moins si l'administration et la reconstruction de l'Irak devaient être organisées sous l'égide d'un général de Washington, avec une « couverture » des Nations unies.

La question que se posent de plus en plus de capitales européennes est de savoir si cet accroc américain au multilatéralisme est une rechute, ou la confirmation d'une tendance lourde. « De plus en plus de gens dans les think tanks américains et au sein de l'administration républicaine, résume ce diplomate britannique, défendent la thèse selon laquelle à l'avenir il faudrait que l'Amérique crée une sorte de "G 8 de la sécurité", avec des pays prêts à suivre Washington, un peu comme cela s'est déroulé lors du sommet des Açores. » « L'Amérique, ajoute-t-il, institutionnaliserait ainsi les coalitions ad hoc au plan mondial, avec une partie de cette "nouvelle Europe" vantée par Donald Rumsfeld [le secrétaire américain à la défense], et des alliés vraiment sûrs. Dans ce cas la crise irakienne ne fait que préfigurer ce que pourrait être la gestion des crises au XXI^e siècle. »

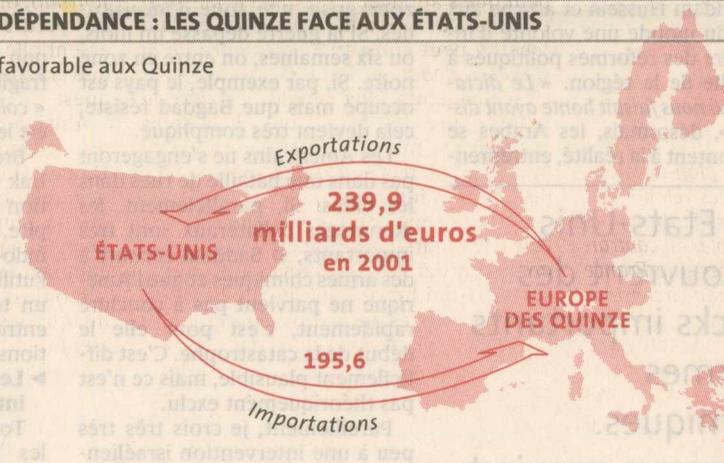
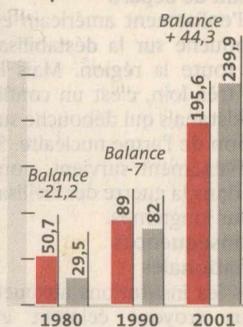
Diviser l'Europe pour mieux « régner » sur les affaires du monde ? Le scénario est sans doute trop orwellien, et la plupart des responsables européens rappellent que l'Amérique a autant besoin de l'Europe (notamment sur le plan des échanges commerciaux) que l'Europe a besoin de l'Amérique. Il n'empêche : « Nous faisons face à un choix très clair dans les mois à venir, souligne Chris Patten. Allons-nous revenir à un monde géré, ou plutôt non géré, comme au XIX^e siècle, un monde de souverainetés nationales rivales et d'équilibre des pouvoirs ? Ou est-ce que nous voulons reconstruire les institutions, sauver les règles d'une gouvernance globale construite si laborieusement durant les derniers cinquante ans ? »

Laurent Zecchini

CONCURRENCE ET INTERDÉPENDANCE : LES QUINZE FACE AUX ÉTATS-UNIS

Une balance commerciale favorable aux Quinze

■ Importations des Quinze
■ Exportations des Quinze



Les investissements intercontinentaux

Investissements directs, en milliards d'euros



Une dépendance énergétique européenne plus importante (2001)

Indicateur	Etats-Unis	Europe des 15
Dépendance énergétique globale vis-à-vis de l'étranger	26,1 %	52,3 %
Dépendance pétrolière vis-à-vis de l'étranger	59,9 %	76,3 %

Le retard européen en recherche et développement

Indicateur	Etats-Unis	Europe des 15
Part du PIB dans les dépenses pour la recherche en 2001	2,8 %	1,94 %
Budget alloué dans la défense en 2000	46 mds €	9,1 mds €

Le retard européen dans le high tech

Balance commerciale, en milliards d'euros

